agenzia fides
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org
Fondata nel 1927

# OCEANIE/PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE - Lettre ouverte de l'Episcopat au monde politique : « défendons ensemble la vie en vue du bien commun »

Port Moresby (Agence Fides) – Un effort commun du gouvernement et des églises en vue de la défense de la vie est urgent. L'Eglise réaffirme son opposition à l'avortement et à l'idéologie qui lie le développement au contrôle de la population confirmant sa contribution « au bien commun » : tels sont les contenus d'une Lettre ouverte envoyée par les Evêques de Papouasie Nouvelle Guinée aux hommes politiques de la nation.
Dans le texte, envoyé à l'Agence Fides par le bureau chargé des Communications de la Conférence épiscopale, sont rappelés les bons rapports et le partenariat fructueux entre l'Eglise et l'Etat dans les domaines des services sociaux, de la santé et de l'instruction. Demeurant fidèles au ministère le plus important, celui de l'annonce de la Bonne Nouvelle de Jésus Christ, les Evêques attirent l'attention de la collectivité sur des questions cruciales « pour le bien-être spirituel et matériel de la société ».
Après être intervenus à propos de la peine de mort, les Evêques parlent aujourd'hui de l'avortement et de la protection de la vie naissante, rappelant que la culture locale est traditionnellement « ouverte à la vie nouvelle » et que l'avortement demeure illégal en Papouasie Nouvelle Guinée en ce que considéré comme « répugnant » par la majorité de la population.
« Toutefois, face à d'importantes pressions provenant de l'intérieur et de l'extérieur, les responsables politiques entendent emprunter un chemin différent » remarquent-ils. Face à un tel danger, les Evêques font part de leur préoccupation qui concerne également « l'idéologie politique qui lie le développement au contrôle de la population ».
La lettre stigmatise les pratiques allant dans cette direction telles que « la stérilisation d'un grand nombre de femmes entendue comme moyen permettant de ralentir la croissance de la population ». Les Evêques posent alors une question aux hommes politiques : « Avez-vous bien pensé à ce que cela signifie et à où conduit cette stratégie ? ».
L'Eglise rappelle les grandes richesses du pays et la grande énergie de la population. « Un plan notablement meilleur – affirme le texte – consisterait à lier deux choses : notre richesse et la croissance d'une population vive » afin de parvenir à la prospérité, à la paix et à la justice pour tous. Pour ce faire, cependant, concluent les Evêques, il est nécessaire de « combattre la corruption et les facteurs qui détériorent le développement durable ». (PA)
(Agence Fides 22/05/2014)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it